



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011

SOCIETE IMMOBILIERE DU CAP VERT
(SICAP)

RAPPORT FINAL
JUIN 2013

PRESENTE PAR :
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	5
1.1.CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	5
1.2.CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	7
1.2.3. Constats sur l'exécution financière	8
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense.....	8
1.3.RECOMMANDATIONS	8
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	9
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	9
Pour le classement et l'archivage.....	9
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	10
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	10
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	10
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	13
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	13
4.1.ETAPES DE LA MISSION.....	14
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	14
4.2.1.La Préparation de la mission	14
4.2.2.Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	15
4.3.REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	16
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	17
4.5.CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE.....	18
4.6.SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	18
4.7.REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	19
4.8.RESTITUTION DES RAPPORTS.....	20
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	20
5.1.LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	20
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	22
5.2.2.La Commission des Marchés	22
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	23
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	23
5.3.2.L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	23
5.4.MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	23
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	24
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	25
6.1.1. Constat spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3)	25
6.1.2. Acquisitions par commandes directes non autorisées en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP.....	28
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	29
6.2.1.Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	29
6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière.....	29
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	30
VII.RECOMMANDATIONS	32

7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	32
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	32
7.2.1. <i>Recommandations relatives aux AAO</i>	32
<i>Pour le classement et l'archivage</i>	32
7.2.2. <i>Recommandations relatives aux Appels d'offres restreints (AOR)</i>	33
7.2.3. <i>Recommandations relatives aux DRP</i>	33
7.2.4. <i>Recommandations relatives au classement et à l'archivage</i>	33
VIII.ANNEXES.....	34
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	35
ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION	36
ANNEXE 3 :FICHE DE PROJET	37
ANNEXE 4 : PHOTOS AUDIT PHYSIQUE.....	59
ANNEXE 5 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	622

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SICAP	Société Immobilière du Cap Vert
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société Immobilière du Cap Vert (SICAP)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes définies.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SICAP, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1.Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la SICAP se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la SICAP a mis en place une Commission des Marchés et une Cellule de Passation des Marchés conformément aux articles 35 et suivants du CMP.

- **Elaboration du rapport annuel**

Le Rapport annuel sur les marchés conclus en 2011 a été élaboré et transmis à l'ARMP le 05 juin 2012 au lieu du 31 mars 2012, en violation des dispositions de l'article 143 du CMP.

- **Plan de Passation des Marchés (PPM) et Avis général de Passation des Marchés (AGM)**

La SICAP a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des Marchés et publié un Avis général de Passation des Marchés conformément aux articles 6 et 56 du CPM.

- **Registre des marchés (Bonne pratique)**

La SICAP dispose d'un registre des marchés.

1.2.Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics.

PERIMETRE COUVERT

La SICAP, au titre de la gestion 2011, a passé quatre (04) marchés par appel d'offres ouverts, un (01) par appel d'offres restreint et dix-neuf (19) par DRP comme suit :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant en F CFA
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	4	114 043 350
Appel d'offre Restreint (AOR)	1	66 642 000
Demande de Renseignements et des Prix (DRP)	19	179 789 661
TOTAL	24	360 475 011

Dans le cadre de nos travaux, nous avons couvert un montant de **Trois cent vingt-sept millions deux cent soixante-dix mille cinquante-huit francs (327 270 058 F CFA)**. Cet échantillon représentant un taux de couverture de 91 % est ainsi réparti:

- Quatre (04) marchés par appels d'offres ouverts ;
- Un (01) marché par appel d'offres restreint
- Douze (12) marchés par DRP.

Par ailleurs, nos contrôles nous ont également permis de relever que des acquisitions de la gestion 2011 ont été passées par commandes directes pour un montant de **soixante-seize millions trois cent trente-neuf mille deux cent douze Francs CFA (76 339 212 F CFA)**, en violation des dispositions du CMP qui exigent le recours à une procédure concurrentielle.

Rappel des seuils applicables à la SICAP en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

a) Pour les AOO

- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux représentants de soumissionnaires présents à la séance publique, en violation de l'article 67 du CMP ;
- Offre moins-disant conforme non retenue, en violation de l'article 70 du CMP ;
- Absence de notification du rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Avis d'attribution définitive publié avant approbation et notification du contrat, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Fournitures livrées avant la signature, l'approbation et la notification du marché, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Garantie de bonne exécution non fournie par les attributaires des marchés, en violation de l'article 114 du CMP ;
- Marchés non immatriculés, en violation de l'article 85 du CMP.

b) Pour les AOR

- Avis d'attribution provisoire et définitive non publiés, en violation de l'article 74 du CMP.

c) Pour les DRP

- DRP non inscrites dans le PPM transmis à la DCMP, en violation de l'article 6 du CMP ;
- Offre moins-disant conforme non retenue, en violation de l'article 78 du CMP ;
- Absence de notification du rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 78 du CMP.

1.2.3. Constats sur l'exécution financière

Les constats sur l'audit de l'exécution financière sont les suivants :

- Dépenses inscrites dans le budget de la SICAP ;
- Défaut de classement des Bons de commande ;
- Défaut de classement des bons de livraison et de PV de réception signés par les personnes habilitées ;
- Contrats conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques des marchés audités avec un échantillon représentant 59,49% en montant des marchés passés en revue. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les commentaires suivants :

- l'inexistence d'une comptabilité matière ;
- des retards considérables dans l'exécution des marchés de travaux.

La SICAP devrait tirer les conséquences de ces retards notamment par l'application de pénalités.

1.3.Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 7 du présent rapport. Elles portent notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

- Elles concernent : l'élaboration par la CPM du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, et sa transmission à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Pour les AOO

Nous recommandons à la SICAP :

- De transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis à tous les représentants de soumissionnaires présents à la séance publique ;
- D'attribuer les marchés au soumissionnaire qualifié ayant proposé l'offre évaluée moins distante ;
- D'informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- De publier l'avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché ;
- De démarrer l'exécution des marchés seulement après signature, approbation et notification ;
- D'exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si cette garantie est requise ;
- De faire immatriculer les marchés par la DCMP.

Pour les AOR

Nos recommandations portent essentiellement sur le respect de la formalité substantielle de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, comme pour les AOO.

Pour les DRP

Nous recommandons à la SICAP :

- D'inscrire tous les marchés (AO comme DRP) dans le PPM transmis à la DCMP avant lancement, mettre à jour le PPM en y inscrivant les nouvelles opérations projetées, lesquelles ne pourront être initiées qu'après un délai de 7 jours à compter de la validation de la mise à jour par la DCMP ;
- D'informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.

Pour le classement et l'archivage

- D'améliorer le système de classement des dossiers relatifs aux marchés conformément aux indications du manuel adopté par l'ARMP.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet

d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;

- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression

du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que

pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision /expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7.Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;

- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;

- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2.La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;

-de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2.L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4.Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application ;
- Les dérogations ;
- Les exclusions ;
- Les opérations préalables ;
- Les modes de passation et/ou les contrôles ;
- Les procédures avec consultation restreinte ;
- Les DRP ;
- La procédure d'entente directe ;
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

La SICAP au titre de la gestion 2011, a passé quatre (04) marchés par appel d'offres ouverts, un (01) par appel d'offres restreint et dix-neuf (19) par DRP.

L'Audit de la passation des marchés a porté sur :

- Quatre (04) marchés par appels d'offres ouverts ;
- Un (01) marché par appel d'offres restreint ;
- Douze (12) marchés par DRP.

6.1. Audit de la passation des marchés

6.1.1. Constat spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3)

a) Marchés passés par Appels d'Offres Ouverts

- Non transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux représentants de soumissionnaires présents à la séance publique, en violation de l'article 67 du CMP ;
- Offre moins-disant conforme non retenue, en violation de l'article 70 du CMP ;
- Absence de notification du rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Avis d'attribution définitive publié avant approbation et notification du contrat, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Fournitures livrées avant la signature, l'approbation et la notification du marché, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Garantie de bonne exécution non fournie par les attributaires des marchés, en violation de l'article 114 du CMP ;
- Marchés non immatriculés, en violation de l'article 85 du CMP.

b) Appels d'Offres Restreints

- Avis d'attribution provisoire et définitive non publiés, en violation de l'article 74 du CMP.

d) Demandes de Renseignements et de Prix

- DRP non inscrites dans le PPM transmis à la DCMP, en violation de l'article 6 du CMP ;
- Offre moins-disant conforme non retenue, en violation de l'article 78 du CMP ;
- Absence de notification du rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 83 du CMP.

LISTE DES MARCHES PASSES EN REVUE				
Description	Bénéficiaires	Montant en FCFA	Observations (Cf . en annexe 3 fiches de projets)	Commentaires de l'AC
AOO				
Entretien du Patrimoine	Lot 1 : EGBTV	3 612 947 FCFA		

Immobilier	Lot 2 : KCM Keur Cheikh Lot 3 : EPB SEMEDO	TTC 3 785 410 FCFA TTC 4 426 068 FFCA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Achat de Véhicule 4 x 4	Espace Auto	27 750 000 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Achat fournitures de bureau, imprimé et consommable	Lot 1 : LPS et Dismat Lot 2 : Infructueux Lot 3 : Touré équipements, Oumou Informatique et Dismat	Lot 1 : LPS - 3 891 864 TTC Lot 1 : Dismat - 9 314 094 TTC Lot 3 : Touré équipements - 11 561 293 TTC Lot 3 : Oumou Informatique - 177 000 TTC Lot 3 : Dismat - 2 758 840 TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Equipement et Mobilier de Bureau, Equipement Informatique	Lot 1 : CTS et Sénégal Equip Lot 2 : Touré équipements	Lot 1 : CTS - 1 321 600 TTC Lot 1 : Sénégal Equip - 6 808 018 TTC Lot 2 : Touré équipements - 21 750 987 TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
AOR				
Achat véhicule 4 x 4 station wagon	CFAO	66 242 000 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP				

Remise en Etat de la Station de Pompage Foire	CSE	28 515 497 F CFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Maintenance des Equipements Informatiques	Bull Sénégal et BT Services Techniques	Bull Sénégal : 5 868 140 F CFA TTC BT Services Techniques : 1 180 000 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Nettoyement et Dératisation du siège	SDN	12 602 400 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Maintenance de la protection incendie	ASPI	1 108 020 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Gardiennage	CSSA	13 933 440 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Entretien Poste de Transformation électrique	LSE	1 884 847 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Entretien des Installations de Climatisation	CFE	2 632 580 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Entretien des Ascenseurs	CFAO Technologies	1 443 700 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Aménagement Locaux Anciennes Archives	GICA	13 897 801 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Clôture Terrain Rond-point Liberté 5	CSTP	24 392 175 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Réalisation d'une Villa AWA	CSTP	47 436 236 FCFA TTC	CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
fourniture et installation d'un régulateur et groupe	Matforce	14 975 101 FCFA TTC	CONFORME POUR	

électrogène			L'ESSENTIEL	
-------------	--	--	-------------	--

6.1.2. Acquisitions par commandes directes non autorisées en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions par commandes directes non conformes aux dispositions de l'article 76 du CMP pour un montant de **138 948 767 F CFA**.

Ces acquisitions sont faites en violation des règles de mise en concurrence prescrites par le CMP.

Bénéficiaire	Montant en FCFA TTC	Commentaire de l'AC
O.P.C.E	1 095 421	
SOPRES	707 600	
RESEAU	3 900 963	Cotisation annuelle au Réseau ONU HABITAT
CONTROLE FINANCIER	2 800 000	
ENT. TOUBA METALLIQUE	918 000	
LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	2 374 984	Réparation véhicule sous garantie
UNITECH MOTORS	1 386 486	
MOURIDE	1 200 000	Insertion publicitaire
LENA DIOP	2 600 000	
NOUVELLE VISION DE L'AUTO NVA	20 000 000	Mise en place d'un prêt aux pour acquisition véhicule
FOURNISSEURS DIVERS	19 776 332	
SONAM ASSURANCE	11 065 028	Assurance VIE
SALAMA ASSURANCES SENEGAL	2 376 048	Le montant dérisoire de la police nous permet de ne pas recourir à une DRP ; le recours à cette procédure rendrait les coûts plus onéreux pour la sicap sa qui paie les mêmes montants depuis 1986

CABINET MAMINA CAMARA	1 500 000	Formation destinée au personnel
CONVEX	4 638 350	Contrat d'assistance
TOTAL	76 339 212	

6.2. *Audit de l'exécution financière*

6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de la SICAP pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière

Les constats sur l'audit de l'exécution financière sont les suivants :

- Dépenses inscrites dans le budget de la SICAP ;
Défaut de classement des bons de livraison et PV de réception signés par les personnes habilitées ;
- Contrats conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations	Commentaire AC
fourniture et installation d'un régulateur et groupe électrogène	Matforce	14 975 101	Groupe et régulateur fournis et installés (Cf. photo en annexe)	
Achat de Véhicule 4 x 4	Espace Auto	27 750 000	Véhicule 4 x 4 livré (Cf. photo en annexe)	
Achat véhicule 4 x 4 station wagon	CFAO	66 242 000	Véhicule 4 x 4 station wagon livré (Cf. photo en annexe)	
Remise en Etat de la Station de Pompage Foire	CSE	28 515 497	Travaux en cours, délai contractuel épuisé (Cf. photo en annexe)	
Clôture Terrain Rondpoint Liberté 5	CSTP	24 392 175	Travaux non démarrés délai contractuel épuisé	
Aménagement Locaux Anciennes Archives	GICA	13 897 801	Locaux aménagés et fonctionnels (Cf. photo en annexe)	
Réalisation d'une Villa AWA	CSTP	47 436 236	Travaux en cours, délai contractuel épuisé (Cf. photo en annexe)	
TOTAL		194 693 313		
TOTAL DEPENSES ECHANTILLON		327 270 058		
TAUX DE COUVERTURE		59.49%		

Les fournitures concernant l'échantillon de l'audit physique, ont été pour l'essentiel livrées conformément aux spécifications techniques.

Il a été aussi noté :

- l'inexistence d'une comptabilité matières ;
- des retards considérables dans l'exécution des marchés de travaux ;
- la non application des pénalités de retard conformément aux dispositions des contrats.

VII.RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **ELABORATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la CPM du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

- **RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA CPM**

Nous recommandons à la SICAP de prévoir un programme de renforcement des capacités des membres de CM et de ceux de la CPM, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux AAO

- Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis à tous les représentants de soumissionnaires présents à la séance publique ;
- Attribuer les marchés au soumissionnaire qualifié ayant proposé l'offre conforme évaluée moins-disant ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Publier l'avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché ;
- Démarrer l'exécution des marchés seulement après signature, approbation et notification ;
- Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si cette garantie est requise ;
- Faire immatriculer les marchés par la DCMP.

Pour le classement et l'archivage

- Améliorer le système de classement des dossiers relatifs aux marchés conformément aux indications du manuel adopté par l'ARMP.

7.2.2. Recommandations relatives aux Appels d'offres restreints (AOR)

- Respecter la formalité substantielle de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, comme pour les AOO.

7.2.3. Recommandations relatives aux DRP

La SICAP devra conformément au CMP veiller à :

- Inscrire tous les marchés (AO comme DRP) dans le PPM transmis à la DCMF avant lancement, mettre à jour le PPM en y inscrivant les nouvelles opérations projetées, lesquelles ne pourront être initiées qu'après un délai de 7 jours à compter de la validation de la mise à jour par la DCMF ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.

7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

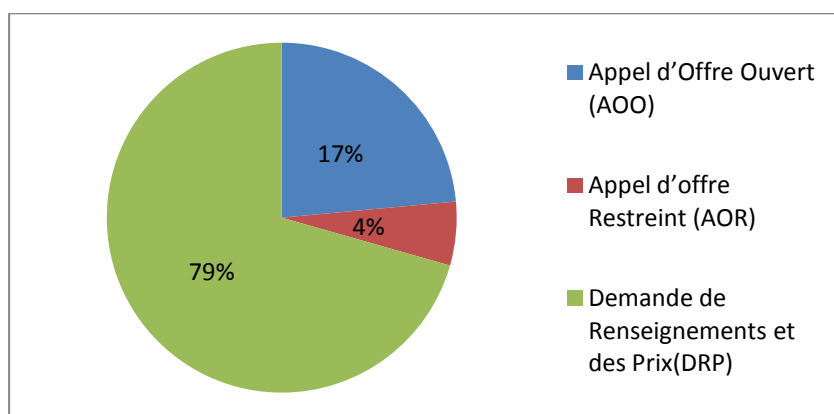
La SICAP devrait améliorer son système de classement des dossiers relatifs aux marchés conformément aux indications du manuel de classement édité par l'ARMP (Manuel de classement des documents des autorités contractantes).

VIII.ANNEXES

Annexe 1 : REPARTITION ECHANTILLON

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	4	114 043 350
Appel d'offre Restreint (AOR)	1	66 642 000
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	19	179 789 661
TOTAL	24	360 475 011

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



**Annexe 2 :
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	250 000 000	100 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	200 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000

Annexe 3 : FICHE DE PROJET

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°001/2011	
Description	Entretien du Patrimoine Immobilier
Date d'invitation	19/01/2011
Date de dépôt des offres	24 mars 2009
Attributaire	Lot 1 : EGBTV Lot 2 : KCM Keur Cheikh Lot 3 : EPB SEMEDO
Date du bon de commande	
Date du contrat	21 avril 2011
Montant du marché	Lot 1 : 3 612 947 FCFA TTC Lot 2 : 3 785 410 FCFA TTC Lot 3 : 4 426 068 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 C Conseil <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 5 322 546 FCFA TTC • EGBTV <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1: 3 612 947 FCFA TTC -Lot 2: 3 612 947 FCFA TTC • Khidmatoul Khadim <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 7 361 519 FCFA TTC -Lot 2 : 7 361 519 FCFA TTC-Lot3 : 7 361 519 • Gie Attaoune <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 3 736 859 FCFA TTC -Lot 2 : 3 830 079 FCFA TTC • EGCEGC <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 5 651 439 FCFA TTC -Lot 2 : 5 255 838 FCFA TTC • Gica <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 4 150 296 FCFA TTC - Lot 2 : 4 150 296 FCFA TTC • EPB Semedo <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 4 426 068 FCFA TTC -Lot 3 : 4 426 068 FCFA TTC • KCM Keur Cheikh <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 3 785 410 FCFA TTC -Lot 2 : 3 785 410 FCFA TTC -Lot 3: 4 738 156 FCFA TTC 	

Les lots 1 et 3 ont été attribués aux soumissionnaires moins disants, et lot 2 au second moins alors que l'offre du 1 ^{er} moins disant a été jugée conforme dans le rapport analyse	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le Procès-verbal d'ouverture des plis non transmis aux représentants de soumissionnaires présents à la séance publique - L'offre moins disant pour le lot 2 non retenu bien que conforme - Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre - L'avis d'attribution définitive publié avant approbation et notification du contrat - Marché non immatriculé
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Transmettre le procès-verbal d'ouverture des plis à tous les représentants de soumissionnaires présents à la séance publique - Attribuer les marchés au soumissionnaire moins disant conforme - Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre - Publier l'avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché - Immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - La transmission du procès verbal d'ouverture des plis à tous les représentants des soumissionnaires présents à la séance publique d'ouverture est effective depuis la gestion de 2012 - Il était spécifié dans le DAO qu'un soumissionnaire ne peut gagner plus d'un lot. - L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012 - La publication des avis est effective de manière générale ; on va se conformer
Appréciation du Cabinet	Non conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°003/2011	
Description	Achat de Véhicule 4 x 4
Date d'invitation	24 février 2011
Date de dépôt des offres	24 mars 2011
Attributaire	Espace Auto
Date du contrat	16 juillet 2011
Montant du marché	27 750 000 FCFA TTC
Date de réception	28 juin 2011
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SERA -34 300 000 FCFA TTC • Espace Auto -27 750 000 FCFA TTC • CFAO 46 132 880 FCFA TTC • La Sénégalaise de l'Automobile -32 000 000 FCFA TTC <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire moins disant</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le véhicule a été livré avant la signature, l'approbation et la notification du marché - L'avis d'attribution définitive publié avant approbation et notification du contrat - L'attributaire n'a pas fourni la garantie de bonne exécution - Marché non immatriculé
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exécuter les marchés après signature, approbation et notification - Publier l'avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché - Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO - Immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Le véhicule a certes été livré (le 28/06/11) avant la signature du marché le 16/07/11, compte tenu de l'urgence. La livraison est tout de même intervenue après la notification définitive (le 27/05/11) et la publication de l'attribution définitive (le 06/06/11). - Nous allons désormais nous conformer aux recommandations, et attendre la signature, l'approbation et la notification du marché avant la livraison. - Nous n'avons pas jugé nécessaire de réclamer la garantie de bonne exécution, compte tenu du fait qu'il s'agissait

	<p>d'une livraison unique. L'attributaire avait déjà respecté son engagement de livrer le véhicule dans un délai maximal d'un mois après l'attribution définitive.</p> <ul style="list-style-type: none">- Nous allons désormais prendre les dispositions en vue de l'immatriculation de tous nos marchés.- L'exécution après approbation et notification est effective de manière générale ; on va se conformer- La publication des avis est effective de manière générale;- L'exigence de la garantie de bonne exécution va être généralisée ;
Appréciations du cabinet	Non conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°002/2011	
Description	Achat fournitures de bureau, imprimé et consommable
Date d'invitation	23 février 2011
Date de dépôt des offres	24 mars 2011
Attributaire	Lot 1 : LPS et Dismat Lot 2 : Infructueux Lot 3 : Touré équipements, Oumou Informatique et Dismat
Date du contrat	01 juin 2011
Montant du marché	Lot 1 : LPS – 3 891 864 TTC Lot 1 : Dismat – 9 314 094 TTC Lot 3 : Touré equipments – 11 561 293 TTC Lot 3 : Oumou Informatique – 177 000 TTC Lot 3 : Dismat – 2 758 840 TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • LPS -Lot 1 : 16 667 977 FCFA TTC • Dismat -Lot 1 : 13 435 834 FCFA TTC -Lot 3 : 15 280 410 FCFA TTC • Touré equipments -Lot 3 : 16 229 041 FCFA TTC • Oumou Informatique -Lot 3 : 17 947 800 FCFA TTC <p>Le lot 2 a été déclaré infructueux car aucune offre n'a été reçue. L'évaluation a été menée par article pour les lots 1 et 3, et les offres moins-disants retenues.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les attributaires n'ont pas fourni la garantie de bonne exécution - Le lot 2 a été déclaré infructueux, n'est pas indiqué dans les avis d'attribution provisoire et définitive

	<ul style="list-style-type: none"> - Marché non immatriculé
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO - indiquer dans les avis d'attribution provisoire et définitive les lots déclarés infructueux ou sans suite - Immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Garantie de bonne exécution : nous allons désormais la réclamer. - C'est par ignorance que nous n'avons pas indiqué dans les avis d'attribution, que le Lot II était infructueux, ceci d'autant plus que la DCMP a été saisie par la suite pour le cas particulier de ce lot. C'est ainsi que nous avons été autorisés à passer une DRP. - Immatriculation : nous nous y conformons depuis l'exercice 2012. - L'exigence de la garantie de bonne exécution va être généralisée ; on va se conformer - L'indication des lots déclarés sans suite ou infructueux dans les avis d'attribution provisoire et définitive va être mise en œuvre
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°004/2011	
Description	Equipement et Mobilier de Bureau, Equipement Informatique
Date d'invitation	10 juin 2011
Date de dépôt des offres	19 juillet 2011
Attributaire	Lot 1 : CTS et Sénégal Equip Lot 2 : Touré équipements
Date du contrat	CTS : 08 décembre 2011 Sénégal Equip : 05 novembre 2011 Touré équipement : 24 novembre 2011
Montant du marché	Lot 1 : CTS – 1 321 600 TTC Lot 1 : Sénégal Equip – 6 808 018 TTC Lot 2 : Touré equipments – 21 750 987 TTC
Date de réception	Non communiquée
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CTS -Lot 1 : 12 449 000 FCFA TTC • Sénégal equip -Lot 1 : 9 518 000 FCFA TTC • Touré equipments -Lot 2 : 21 160 987 FCFA TTC <p>L'évaluation a été menée par article pour les 2 lots, et les offres moins disants retenues.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les attributaires n'ont pas fourni la garantie de bonne exécution - Marché non immatriculé
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO - Immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Nous allons désormais exiger la garantie de bonne exécution et procéder à l'immatriculation systématique de nos marchés.
Appréciations du cabinet	conforme pour l'essentiel

APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR) N°006/2011	
Description	Achat véhicule 4 x 4 station wagon
Date d'invitation	05 décembre 2011
Date de dépôt des offres	26 décembre 2011
Attributaire	CFAO
Date du contrat	06 mars 2012
Montant du marché	66 242 000 FCFA TTC
Date de réception	09 mars 2012
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CCBM Automobiles -39 000 000 FCFA TTC • EMG Universal Auto -51 950 000 FCFA TTC • CFAO -66 242 000 FCFA TTC <p>La 1^{ère} et la seconde offre moins disant n'ont pas été retenue car n'étant pas conformes aux caractéristiques techniques du DAO, la troisième offre conforme a été retenue</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les avis d'attribution provisoire et définitive n'ont pas été publiés - Marché non immatriculé
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les AOR, publier les avis d'attribution provisoire et définitive les comme pour les AOO - Immatriculer les marchés
Commentaires de l'AC	<p>L'article 74 in fine du décret portant code des marchés publics demande aux autorités contractantes d'ouvrir et d'attribuer les offres comme en appel d'offres ouvert et ne parle pas de publicité.</p> <p>L'article 86 du même décret relatif aux publicités dit que « les avis d'attribution sont publiés dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence » ; or dans les AOR, il n'y a pas de publication des avis d'appel à la concurrence mais plutôt une invitation qui n'est pas publiée. L'article 74 du CMP stipule : "L'Autorité contractante est tenue de mettre en concurrence par une <u>consultation écrite</u> une nombre de candidats qui ne peut être inférieur à trois". Il est précisé en outre que la consultation consiste en une <u>lettre d'invitation</u> adressée aux candidats choisis.</p> <p>Nous estimons, en toute logique, que l'attribution doit se faire</p>

	<p>sous la même forme que l'invitation. Ainsi, les trois candidats consultés par lettre, ont tous reçu notification d'un courrier après proposition d'attribution par la Commission des Marchés. Il n'est indiqué nulle part dans cet article que les attributions provisoire et définitive devaient s'effectuer par voie de presse. Le dossier a été transmis pour immatriculation à la DCMP, qui a émis des réserves. Nous nous attelons à lever toutes les réserves avant de présenter le dossier à nouveau à la DCMP.</p>
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP	
Description	Remise en Etat de la Station de Pompage Foire
Date d'invitation	10 octobre 2011
Date de dépôt des offres	31 octobre 2011
Attributaire	CSE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	21 décembre 2011
Montant du marché	28 515 497 F CFA TTC
Date de réception	04 janvier 2013
<p>Les cinq candidats consultés ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GEAUR, 15 791 204 FCFA TTC 2. ETAB, 13 769 302 FCFA TTC 3. SENCOM, 33 281 806 FCFA TTC 4. CSE, 28 515 497 FCFA TTC 5. KKC, 12 790 722 FCFA TTC <p>Les offres du 1^{er} et du second moins disant ne sont pas exhaustives, et le troisième n'a pas fourni les pièces administratives manquantes jusqu'au jour de l'attribution provisoire par la commission des marchés ; Le quatrième moins disant a été donc retenu</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas inscrite dans le PPM transmis à la DCMP - Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire tous les marchés (AO comme DRP) dans le PPM transmis à la DCMP avant leur lancement, donc mettre à jour le PPM au besoin - Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - L'inscription des marchés sur le PPM est prise en charge de manière générale ; on va se conformer - L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012

Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel
-------------------------------------	-------------------------------

DRP	
	Maintenance des Equipements Informatiques
Date d'invitation	25 février 2011
Date de dépôt des offres	10 mars 2011
Attributaire	Bull Sénégal et BT Services Techniques
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01 avril 2011
Montant du marché	Bull Sénégal : 5 868 140 F CFA TTC BT Services Techniques : 1 180 000 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plateform Technologie, 6 480 000 FCFA TTC 2. BT Services Techniques, 3 220 000 FCFA TTC 3. Bull Sénégal, 4 973 000 franc FCFA TTC <p>L'évaluation a été menée par articles et les 2 moins disants retenus</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas inscrite dans le PPM transmis à la DCMP - Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre -
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire tous les marchés (AO comme DRP) dans le PPM transmis à la DCMP avant leur lancement, donc mettre à jour le PPM au besoin - Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - L'inscription des marchés sur le PPM est prise en charge de manière générale ; on va se conformer - L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP	
	Nettoiemment et Dératisation du siège
Date d'invitation	22 décembre 2010
Date de dépôt des offres	31 décembre 2010
Attributaire	SDN
Date du bon de commande	-
Date du contrat	09 mars 2011
Montant du marché	12 602 400 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. NICKEL, 14 160 000 franc CFA TTC 2. TOP NET, 14 691 000 franc CFA TTC 3. SDN, 12 602 400 franc CFA TTC 4. LOC Set Surl, 14 868 000 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Maintenance de la protection incendie
Date d'invitation	16 mai 2011
Date de dépôt des offres	31 mai 2011
Attributaire	ASPI
Date du bon de commande	-
Date du contrat	13 juillet 2011
Montant du marché	1 108 020 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tescen International, 1 770 000 franc CFA TTC 2. ASPI, 1 062 000 franc CFA TTC 3. Sophias Sécuris, 556 000 franc CFA TTC 4. EUROFEU, 1 449 630 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant non retenue bien que conforme, seconde offre moins disant retenue</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Rejet de l'offre moins disant conforme - Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Retenir l'offre moins disant conforme - Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Le motif du rejet est spécifié sur le rapport d'attribution provisoire après évaluation - L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP	
	Gardiennage
Date d'invitation	22 décembre 2010
Date de dépôt des offres	31 décembre 2010
Attributaire	CSSA
Date du bon de commande	-
Date du contrat	03 mars 2011
Montant du marché	13 933 440 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. SDN, 20 248 800 franc CFA TTC 2. BSI, 24 808 320 franc CFA TTC 3. ASEP, 14 443 200 franc CFA TTC 4. CSSA, 13 933 440 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- Les soumissionnaires non retenus ont tous été informés de leur rejet par lettres dont copies jointes, le 12 Janvier 2011.
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Entretien Poste de Transformation électrique
Date d'invitation	16 mai 2011
Date de dépôt des offres	31 mai 2011
Attributaire	LSE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01 juillet 2011
Montant du marché	1 884 847 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, deux ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. LSE, 1 884 847 franc CFA TTC 2. Ma Ingénierie, 5 546 000 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Entretien des Installations de Climatisation
Date d'invitation	16 mai 2011
Date de dépôt des offres	31 mai 2011
Attributaire	CFE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01 juillet 2011
Montant du marché	2 632 580 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. CFE Ingénierie, 2 605 440 franc CFA TTC 2. SEEE, 9 499 000 franc CFA TTC 3. SODECO, 1 659 670 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant n'étant pas exhaustive, la seconde offre moins disant retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Entretien des Ascenseurs
Date d'invitation	16 mai 2011
Date de dépôt des offres	31 mai 2011
Attributaire	CFAO Technologies
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01 juillet 2011
Montant du marché	1 443 700 FCFA TTC
Date de réception	Non applicable
<p>Sur les cinq candidats consultés, un seul a répondu. Il s'agit de :</p> <p>1. CFAO Technologies, 1 433 700 francs CFA TTC</p>	
Non conformités	
Recommandations	S'assurer que tous les fournisseurs consultés sont intéressés et aptes pour l'exécution du marché objet de la DRP
Commentaires de l'AC	
Appréciations du cabinet	Non-conforme pour l'essentiel

DRP	
	Aménagement Locaux Anciennes Archives
Date d'invitation	25 octobre 2011
Date de dépôt des offres	15 novembre 2011
Attributaire	GICA
Date du bon de commande	-
Date du contrat	26 décembre 2011
Montant du marché	13 897 801 FCFA TTC
Date de réception	24 octobre 2012
<p>Les cinq candidats consultés ont tous répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ESMB, 20 487 331 franc CFA TTC 2. CSTP, 15 256 081 franc CFA TTC 3. GICA, 13 897 801 franc CFA TTC 4. Afro Construction, 16 944 824 franc CFA TTC 5. EBT Keur Khalifa, 14 617 740 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Clôture Terrain Rond Point Liberté 5
Date d'invitation	25 octobre 2011
Date de dépôt des offres	15 novembre 2011
Attributaire	CSTP
Date du bon de commande	-
Date du contrat	26 décembre 2011
Montant du marché	24 392 175 FCFA TTC
Date de réception	En cours
<p>Sur les cinq candidats consultés, quatre ont tous répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ESMB, 36 814 230 franc CFA TTC 2. CSTP, 24 392 175 franc CFA TTC 3. GICA, 46 092 157 franc CFA TTC 4. EBT Keur Khalifa, 44 538 132 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	Réalisation d'une Villa AWA
Date d'invitation	25 octobre 2011
Date de dépôt des offres	15 novembre 2011
Attributaire	CSTP
Date du bon de commande	-
Date du contrat	26 décembre 2011
Montant du marché	47 436 236 FCFA TTC
Date de réception	En cours
<p>Sur les cinq candidats consultés, quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ESMB, 62 190 779 franc CFA TTC 2. CSTP, 47 436 236 franc CFA TTC 3. CDE, 94 621 484 franc CFA TTC 4. Afro Construction, 60 054 920 franc CFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

DRP	
	fourniture et installation d'un régulateur et groupe électrogène
Date d'invitation	03 novembre 2011
Date de dépôt des offres	06 décembre 2011
Attributaire	Matforce
Date du bon de commande	-
Date du contrat	09 janvier 2012
Montant du marché	14 975 101 FCFA TTC
Date de réception	Non communiquée
<p>Sur les cinq candidats consultés, trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. MATFORCE, 14 975 101 franc CFA TTC 2. AFCO, 19 380 910 franc CFA TTC 3. EQUIP PLUS, 21 576 384 FCFA TTC <p>L'offre la moins disant a été retenue</p>	
Non conformités	- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
Recommandations	- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
Commentaires de l'AC	- L'information des candidats du rejet de leur offre est une recommandation déjà mise en œuvre par la SICAP SA et est visible pour la gestion 2012
Appréciations du cabinet	Conforme pour l'essentiel

ANNEXE 4 : PHOTOS AUDIT PHYSIQUE

fourniture et installation d'un régulateur et groupe électrogène



Aménagement Locaux Anciennes Archives



Achat véhicule 4 x 4 station wagon



Achat de Véhicule 4 x 4



Réalisation d'une Villa AWA



ANNEXE 5 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



*Le leader de l'immobilier au
Sénégal*

SICAP SA

Société Anonyme A Participation Publique Majoritaire
Capital Social de 2.742.640.000 F CFA
Place de l'Unité Africaine
Téléphone : 865-16-00 Fax : 824-88-60
D A K A R

CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

REN : 1191

Dakar, le 21 JUIN 2013



Groupeement GMS /SSPM
Liberte VI Extension
2^{ème} étage - Appartement C
BP : 9048
DAKAR///

Objet : Réponses suite au rapport provisoire – revue indépendante de la passation des marchés de 2011

Messieurs,

Nous accusons réception de votre rapport provisoire portant sur la revue indépendante des procédures de passation des marchés pour la gestion 2011.

Nous vous transmettons en retour nos commentaires et observations.

I. PROCEDURE APPEL D'OFFRE

Les auditeurs ont constaté que les acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 sont "entièrement passées par commandes directes pour un montant de FCFA 196.430.411".

Ce constat procède d'erreurs d'appréciation et probablement d'informations insuffisantes.

- En effet, l'analyse du tableau fait ressortir des paiements cumulés sur plusieurs exercices et se rapportent à des marchés passés avant la gestion 2011 dont l'exécution se poursuit (Voir tableau commenté joint en annexe).
- Divers paiements compris dans le tableau concernent des contrats d'assurance et des contrats d'assistance que le code des marchés publics a mis explicitement en dehors de son champ d'application (article 3 CMP).

.../...

